

NOUVELLES POLITIQUES

NATIONALES ET ETRANGERES.

CINQUIEME ANNÉE RÉPUBLICAINE.

SEXTIDI 26 Vendémiaire.

(Ère Vulgaire)

Lundi 17 Octobre 1796.

Arrivée de deux députés Corses à Livourne, pour demander aux commissaires français un décret d'amnistie pour tous les Corses qui ont porté les armes contre la république française. — Découverte d'un complot qui devoit éclater contre les Français à Livourne. — Détails sur les opérations de l'armée de Sambre et Meuse. — Peu d'empressement des habitans de la Belgique à se pourvoir de patentes. — Prise de 500 prisonniers autrichiens par les habitans de Reggio, en Italie.

Prix de l'abonnement, 9 liv. pour trois mois, 16 liv. pour six mois, et 30 liv. pour un an.

ITALIE.

De Livourne, le 23 septembre.

Le département de Corse, dit d'*au-delà des Monts*, s'est rassemblé pour nommer deux députés & leur donner pouvoir de traiter avec le gouvernement français. Le choix est tombé sur deux citoyens de la Rocca, village voisin d'Ajaccio. Ces deux députés partirent sur-le-champ & arrivèrent heureusement à Livourne. Ils ont déjà eu plusieurs conférences avec les commissaires; ils ont demandé, au nom de leurs compatriotes, un décret d'amnistie générale pour tous les Corses séduits qui ont porté les armes contre la république française, avec l'assurance que la religion ne souffrira aucun changement, & que tous les Corses jouiront de leurs propriétés comme avant la révolution. Salicetti & son collègue répondirent aux députés que l'intention du gouvernement français étoit de leur accorder tout ce qu'ils venoient demander, & qu'ils alloient en écrire aussi-tôt au directoire, pour faire garantir leurs promesses de la manière la plus solennelle. Les députés promirent de leur côté, au nom de leurs concitoyens, que la Corse rentreroit bientôt sous les loix de la république française, pour en faire partie intégrante comme auparavant.

Mier, jour anniversaire de la république française, il devoit éclater ici un complot contre les Français, au moment où ils seroient occupés de fêtes & de réjouissances. La superstition étoit un des principaux moyens employés pour soulever le peuple. Un crucifix dans une maison particulière avoit, disoit-on, ouvert les yeux: le peuple accourut aussi-tôt de tous côtés pour être témoin du miracle; le prévôt de la cathédrale & le commandant toscan le colonel Strosoida y allèrent aussi avec une suite nombreuse. Ils décidèrent que le crucifix seroit

transporté en grande cérémonie de la maison dans l'église cathédrale; & l'on fit aussi-tôt les préparatifs pour une grande procession. Quelques soldats s'étant trouvés près de la maison où se faisoit le miracle, furent menacés & poursuivis par le peuple: ils se sauvèrent avec peine dans leur quartier. Le commandant français, averti de ce qui venoit de se passer, fit battre la générale & mettre les troupes sous les armes. Tous les habitans eurent ordre de rentrer dans leurs maisons respectives. Le prévôt & le commandant Sirasaldo furent arrêtés; la procession n'eut pas lieu, & tout rentra dans l'ordre. Le danger que venoit de courir les Français ne les empêcha pas de célébrer avec beaucoup de pompe & d'enthousiasme l'anniversaire de la république française.

De Bologne, le 25 septembre.

Dans une séance du sénat il fut décidé à l'unanimité qu'on abandonneroit l'ancien formulaire & les anciens titres, & que le sénat, ainsi que ses membres, ne recevraient & ne prendroient que le titre de citoyens.

Les dernières lettres de Modène portent qu'on répare en grande diligence la forteresse de cette ville, qu'on refut les ponts & vuide les fossés; on a augmenté aussi la garnison de trois cens hommes tirés de la Garfagnata, qui servent comme volontaires.

La régence a aussi envoyé une compagnie à Scandiano, avec deux piéces de campagne, pour y maintenir l'ordre & la soumission au duc. Ces préparatifs ont pour objet d'empêcher tout mouvement révolutionnaire.

De Gênes, le 29 septembre.

Le comte Girola, ministre de l'empereur, depuis que sa conduite a été approuvée par la cour de Vienne, n'avoit pas cherché à communiquer avec le gouvernement de Gênes. Enfin il a adressé, il y a quelques jours, au secrétaire d'état une note qui contenoit, dit-on, plusieurs demandes. Ne recevant pas de réponse, il écrivit une seconde note, dans laquelle il se plaignoit d'une manière

assez vive, de silence du gouvernement. Le secrétaire d'état, sans doute par ordre des colleges, lui répondit que toute communication étant rompue entre lui & le sérénissime gouvernement de Gênes, il n'avoit rien à lui répondre. La cour de Vienne a dû prévoir le cas qui vient d'arriver, & le comte Girola aura probablement ordre de partir. On s'attend aussi que l'empereur retiendra le ministre de la république jusqu'à ce que le sica soit en sûreté, & qu'il suspendra le paiement des rentes que les Gênois ont dans ses états.

Les agens du gouvernement français ont proposé au gouvernement gènois de lui remettre toutes les batteries que les Français ont dressées dans la rivière du Ponent pour la défense des côtes. On assure que le gouvernement voudroit se dispenser de s'en charger, en alléguant pour motif qu'il n'a ni les troupes ni les canonniers nécessaires pour les garder. Quelques personnes prétendent que le véritable motif de ce refus est d'éviter les occasions d'agir hostilement contre les Anglais, & de pouvoir dire qu'on est resté neutre. Mais il est trop absurde de croire que le gouvernement de Gênes regarde comme autant de preuves de sa neutralité les pertes que les Anglais lui font essayer & les insultes qu'il en reçoit journellement.

Avant-hier, le gouvernement reçut la nouvelle officielle que le 21 les Anglais avoient débarqué à la petite île de Capraja, & qu'ayant sommé la forteresse de se rendre dans une heure, la garnison avoit capitulé & étoit sortie avec les honneurs de la guerre. Quarante soldats allemands, qui faisoient partie de la garnison, ont foulé aux pieds, en sortant, la cocarde gènoise, & ont demandé à entrer au service du roi d'Angleterre; le reste de la garnison fut conduit dans un couvent & sera bientôt transporté au golfe de la Spezza par un brick anglais. Le commissaire de l'isle, le noble Airolo, en rendant compte au gouvernement de cet événement fâcheux, dit que trois motifs l'ont décidé à ne faire aucune résistance: il n'y avoit de l'eau que pour trois jours dans la citerne; les affûts des canons étoient pourris; & il ne pouvoit pas compter sur la bonne volonté des troupes, &c.

Tous les partis sont également indignés de la reddition honteuse de la Capraja. Le gouvernement a répondu aux plaintes du ministre de France en lui faisant communiquer les ordres qu'il a donnés dès le commencement du mois d'août au commissaire & au commandant de l'isle, & en prouvant qu'elle étoit pourvue des choses nécessaires pour une défense plus ou moins longue. Le ministre de France a dit qu'il voyoit que le gouvernement n'avoit pas tort, mais qu'il se confirmoit dans l'opinion qu'il y a à Gênes une puissance invisible, supérieure au gouvernement & dont les ordres sont seuls exécutés. — Les colleges du gouvernement ont pris la résolution de faire arrêter le commissaire & tous les officiers qui ont été d'opinion de rendre la forteresse aux Anglais, sans faire aucune résistance.

A N G L E T E R R E.

De Londres, le 8 octobre.

Un officier nouvellement arrivé de Terre-Neuve a apporté des dépêches de sir James Wallace, qui confirment les fâcheuses nouvelles qu'on avoit déjà reçues de l'expédition de l'escadre française dans ces parages; on garde le secret sur les nouveaux avis qu'a apportés cet

officier, & qui font craindre que les Français ne se soient rendus maîtres du fort Saint-Jean. On sait qu'ils ont débarqué 1500 hommes à la baie de Bullis & 2000 à l'anse de Portugal; & l'on dit qu'ils y ont détruit tous les établissemens de pêcheurs.

Notre ministre a été informé que le directoire avoit envoyé dans l'isle espagnole de la Trinité deux naturalistes & un jardinier, chargés de recueillir dans cette île & sur le continent adjacent tous les objets d'histoire naturelle propres à enrichir le muséum de Paris. Sur la recommandation du célèbre chevalier Bancks, le ministre a expédié un sauf-conduit pour mettre le vaisseau qui conduit les savans de France à l'abri de toute attaque de la part des vaisseaux anglais. Cela rappelle l'ordre donné par Louis XVI, au milieu de la guerre d'Amérique, pour faire respecter par ses vaisseaux celui qui portoit l'immortel Cook, à son dernier voyage autour du monde. On aime à voir les fureurs de la guerre s'adoucir en faveur des sciences & de la philosophie.

En attendant une déclaration de guerre formelle entre notre cour & celle de Madrid, nos vaisseaux prennent les vaisseaux espagnols qu'ils rencontrent; l'escadre de Cork en Irlande, composée de trois frégates, a conduit dans le port de Milford deux vaisseaux neutres chargés pour le compte des Espagnols; un vaisseau du Brésil de 900 tonneaux, & deux vaisseaux espagnols richement chargés; *la Princesse*, allant de la Havanne au Ferrol, & *la Reine-Louise*, de Lima pour Cadix, avec un trésor. Ce sont ces prises qui excitent le zèle & la cupidité des matelots anglais.

BELGIQUE.

De Bruxelles, le 22 vendémiaire.

Il se fait toujours beaucoup de mouvemens sur les bords du Rhin, & l'on continue à faire défiler nuit & jour à marches forcées des troupes vers le Hunderück; toutes les routes qui menent à Andernach & Coblenz en sont couvertes, ce qui fait croire de plus en plus que le danger est pressant sur ce point. Le général Kléber, qui commandera en chef sur cette partie du Rhin, vient de se rendre à Bacharach; le général Camponnet est à Bickenfeld avec sa division, le général Danuy est allé prendre le commandement de la division de Marceau sur la Nahe, & le général Bernadotte reste dans les environs de Coblenz avec un corps de réserve. On a appris également que l'archiduc Charles, avec un corps de troupes, a passé le Rhin à Mannheim, & l'on assure qu'il menace l'Alsace plus que l'électorat de Trèves. Au surplus, il ne peut tarder à y avoir des événemens très-importans sur le Haut Rhin.

Du côté du Bas Rhin les divisions de l'armée française ont continué leurs mouvemens en avant sur la rive droite vers la Sieg; les autrichiens ont encore leurs patrouilles en-deça de cette rivière; mais jusqu'à ce moment, il n'y a encore eu aucune action sérieuse. Le général Werneck avec ses principales forces occupe une bonne position entre la Sieg & la Lahn. Le cordon d'avant postes ennemis vient d'être considérablement renforcé; il est composé des hussards de Barco, de plusieurs bataillons du corps sanc d'O'Donnell, des Manteaux-Rouge & de quelques escadrons & bataillons de troupes régulières.

Dans la nuit du 3 octobre le commandant de Bonn a tenté un coup de main pour tâcher de s'emparer du pont

de terre qui se trouve sur la rive droite en face de Bonn. Des troupes françaises détachées dans des bateaux & des chaloupes se sont avancées dans le plus grand silence, & à la faveur de l'obscurité. A peine les républicains étoient au milieu du fleuve & se croyoient sûrs du succès, que les impériaux commencent sur eux un feu terrible & bien nourri, qui força les premiers à regagner avec précipitation la rive gauche. Depuis ce moment les portes du Rhin sont fermées à Bonn. Du côté de Neuwied tout est parfaitement tranquille de part & d'autre.

Le droit de patente continue à exciter en cette ville les plaintes & les réclamations les plus vives. On calcule qu'il y a environ 25 mille individus qui doivent payer à Bruxelles la patente & le droit proportionnel, sur lesquels à peine 80 ont satisfait à la loi, quoique le terme de rigueur soit échu depuis le 17 courant. Les tribunaux civils & les juges-de-peace refusent d'instruire aucune affaire, si ceux qui les poursuivent ne commencent pas par exhiber leur patente. Voici le raisonnement que l'on fait ici. Si nous sommes Français, pourquoi percevoir tous les impôts de l'ancien régime? Si nous ne le sommes pas, pourquoi exiger tous les droits nouveaux? On aura peine à croire, & le fait est cependant certain, que nous payons encore l'entretien de la cour de nos gouverneurs généraux, & jusqu'à une somme accordée par les états de Brabant pour les épingles de Marie-Christine. Comment prétend-on faire aimer le gouvernement républicain dans ces contrées, en les écrasant de la manière la plus intolérable?

FRANCE.

ARMÉE D'ITALIE.

Au quartier-général de Milan,
le 17 vendémiaire, an 5.

Le général en chef Buonaparte, au directoire exécutif.

Cent cinquante hommes de la garnison de Mantoue étoient sortis le 8, à dix heures du matin, de la place, avoient passé le Pô à Borgolote pour chercher des fourrages. Cependant, à cinq heures après midi, nous sçevâmes le blocus de Mantoue, en nous emparant des portes de Pradella & Ceresè, comme j'ai eu l'honneur de vous en instruire par mon dernier courier. Ce détachement se trouvant par-là séparé de Mantoue, chercha à se retirer à Florence. Arrivé à Reggio, les habitans en furent instruits, coururent aux armes, & les empêchèrent de passer, ce qui les obligea à se retirer dans le château de Montechiarello sur les états du duc de Parme. Les braves habitans de Reggio les poursuivirent, les investirent, & les firent prisonniers par capitulation.

Dans la fusillade qui a eu lieu, les gardes nationales de Reggio ont eu deux hommes tués. Ce sont les premiers qui ont versé leur sang pour la liberté de leur pays.

Signé, BUONAPARTE.

ARMÉE DE RHIN ET MOSELLE.

Au quartier-général, à Stockach, le 16 vendémiaire, an 5^e.

Le général en chef Moreau, au directoire exécutif.

Les routes ayant été interceptées, je n'ai pu vous faire connoître plutôt nos derniers succès.

Le 9, le général Latour a attaqué notre avant-garde près Schaussenried; je l'ai fait soutenir, & elle a conservé sa position après le combat le plus violent.

Le 11, j'ai fait attaquer l'ennemi sur toute la ligne; la gauche, aux ordres du général Desaix, s'est portée sur Riberac; le centre, aux ordres du général Saint-Cyr, a fait l'attaque de front, sur Stenhausen; le succès a été complet. Environ 5000 prisonniers, dont 65 officiers, des drapeaux, 20 canons, sont le fruit de cette journée. L'ennemi a été poursuivi fort avant dans la nuit; il étoit dans un désordre complet.

Je ferai mon possible pour conduire honorablement l'armée. En vous donnant des détails, je vous ferai connoître les corps & les militaires qui se sont particulièrement distingués; tous ont très bien fait leur devoir.

Le général Férino a également eu un très beau succès à Ravensburg.

Salut & respect,

Signé, MOREAU.

De Paris, le 25 vendémiaire.

On écrit de Strasbourg, que des détachemens autrichiens ont passé le Rhin & ont répandu l'alarme dans nos départemens de la rive gauche, où ils ont mis à contribution & pillé plusieurs communes. Des receveurs des domaines nationaux ont jugé prudent de mettre leurs caisses à couvert en les transportant à Strasbourg.

On écrit de Vendôme que le déclinatoire présenté par les prévenus de la conspiration Babouf a été jugé le 16. La haute-cour, après avoir entendu l'accusateur national, & sans avoir égard au déclinatoire, a ordonné qu'il seroit procédé sans délai à l'instruction de la procédure.

L'ex-général Fien est arrivé à Vendôme; & après avoir subi son interrogatoire, il a eu la liberté de communiquer avec ses co-accusés.

Le ministre de la police générale prévient ses concitoyens qu'ils pourront se présenter au bureau des renseignemens de son ministère, les mardi, samedi & nonidi de chaque décade, depuis midi jusqu'à trois heures, pour y demander & recevoir ceux dont ils auront besoin.

Hors des jours & heures ci-dessus, les lettres & demandes ne seront reçues que lorsqu'elles seront adressées par la poste ou sous enveloppe.

Quant aux autres bureaux, le ministre a renouvelé aux employés l'ordre déjà donné de n'y admettre personne en quelque tems, & sous quelque prétexte que ce soit, à compter de ce jour.

Nota. Les personnes qui demandent à fixer leur domicile à Paris, continueront d'être admises, comme elles l'ont été jusqu'à ce jour.

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ CENT.

Présidence du citoyen CHASSEY.

Séance du 25 vendémiaire.

Un membre expose qu'un grand nombre de prêtres vieux & infirmes réclament, du fond des prisons où ils gémissent, la liberté, en protestant de leur soumission aux loix de la république: comme une commission est chargée d'un rapport sur ces reclus, l'opinion demande que ce rapport soit fait dans le plus court délai.

Philippe Delleville demande ensuite qu'en fasse aussi le plus tôt possible le rapport sur la pétition des ci-devant chevaliers de Malthe, qui ont réclamé auprès du conseil pour n'être pas considérés comme émigrés. Ces deux objets sont ajournés à demain.

On lit deux messages du directoire exécutif: dans le premier, il expose qu'il croit devoir rendre compte au

conseil d'une opération importante de l'armée de l'Est ; opération qui a décidé à qui resteroit les avantages de la campagne.

Le directoire exécutif confirme ensuite la nouvelle de la bataille gagnée par Moreau près de Buchem, les 11 & 12 vendémiaire. L'ennemi a perdu 5 mille hommes tant tués que blessés & prisonniers, & 20 pièces de canon au lieu de 6 qu'on avoit dit d'abord. Ainsi, ajoute le message, cette armée, qui étoit restée à découvert près de Munich par la retraite de Jourdan ; cette armée, qui avoit été ensuite enveloppée, fait sa retraite après avoir vécu aux dépens de l'ennemi pendant une campagne des plus actives ; après avoir détaché de la coalition presque tous les princes d'Allemagne ; après avoir favorisé, par une diversion puissante, la conquête de l'Italie ; elle reste encore maîtresse de tout le Brisgaw, des ponts sur le Rhin & de tous les défilés qui ouvrent le pays ennemi. Cette mémorable retraite sera mise par la postérité au rang des plus grandes opérations militaires, & couvrira de gloire son modeste général. L'ennemi se trouve dans un état de dissémination qui nous permet encore d'espérer des succès importants.

Le conseil ordonne l'impression de ce message, & déclare à l'unanimité que l'armée de Rhin & Moselle n'a cessé de bien mériter de la patrie.

Dans le second message, le directoire exécutif dit que le cabinet britannique, pour obtenir du parlement qui vient de s'assembler, les secours dont il a besoin, a eu recours à deux moyens. Le premier de nous envoyer un négociateur ; le second d'essayer de rétablir les liaisons commerciales avec la république batave. Il a permis l'exportation pour cette république des marchandises anglaises : mais les Bataves ont résisté à ces tentatives, qui ne leur ont inspiré que de l'indignation ; ils ont défendu l'entrée de ces marchandises. Le directoire regrette que cet exemple n'ait pas été donné par la république française. On y fait usage de divers objets provenant de la Grande Bretagne ; une loi en avoit fait défense sous peine d'être traité comme suspect : la constitution a détruit cette loi. Le directoire en sollicite une autre qui porte la même prohibition. Il regarde une mesure sévère & prompte à cet égard comme importante au salut public & propre à accélérer la paix.

Le conseil renvoie ce message à une commission ; & sur la proposition de Philippe Delleville il est enjoint à cette commission de présenter son rapport d'ici à trois jours.

Des peintres & des sculpteurs ont, il y a quelque tems, adressé au conseil une pétition, par laquelle ils demandoient, comme artistes, à ne pas payer de droit de patente. Mercier obtient aujourd'hui la parole au nom de la commission à laquelle cette pétition a été renvoyée : il trouve fort étrange la prétention des peintres & des sculpteurs à être regardés comme des artistes. Autrefois un peintre étoit un peintre, un danseur un danseur, un violon un violon ; aujourd'hui ce sont autant d'artistes ; & Milton, Fénelon, Montesquieu, les poètes, les géomètres, tous les hommes de génie bientôt aussi ne seront plus que des artistes. D'ailleurs ce titre d'artiste ne con-

viendrait pas à tous indistinctement ; il y a palette & palette, & aussi loin du talent de tel peintre à celui de tel autre que du style de Rousseau à celui de Marat.

Mercier n'épargne guère plus la peinture que les peintres ; elle ne lui paroît le plus souvent qu'un jeu d'enfant ; elle est selon lui la mort des idées. Le salon n'échappe pas à sa critique ; à peine voit-on un tableau d'histoire parmi ceux exposés cette année ; on ne trouve que des corbeilles de fleurs, des petits chiens & des portraits.

Cependant, pour ne pas décourager les talens naissans, le rapporteur présente un projet de résolution conforme à la demande contenue dans la pétition que nous venons de citer. Le conseil en ordonne l'impression & ajourne la discussion.

Riou fait la troisième lecture du projet sur la loi du 3 brumaire ; la discussion s'est engagée & la suite en a été ajournée.

Deux orateurs ont parlé, Rouyer & Jean de Bry. Ce dernier a défendu le projet de la commission & demandé qu'un message soit adressé au directoire, pour qu'il présente la situation de la république sous les rapports de la politique & de la morale.

Rouyer demande qu'on conserve la loi du 3 brumaire quant aux parens d'émigrés & de ceux inscrits sur les listes jusqu'à leur radiation définitive, en exceptant les parens de ceux inscrits depuis le 31 mai, à moins que l'inscription ne soit jugée valable. Il demande ensuite que la loi soit étendue à tous ceux qui, par les autorités légales, ont été incarcérés ou mis en jugement depuis le 9 thermidor.

C O N S E I L D E S A N C I E N S .

Présidence de ROGER-DUCOS.

Séance du 25 septembre.

Le conseil, sur le rapport de Bouillerot, approuve une résolution qui change la circonscription du canton de Grignan, dép. de la Drome.

Le conseil reçoit & approuve de suite une résolution qui proroge le délai pour l'obtention des patentes.

Sur le rapport de Loysel, le conseil approuve une résolution qui ordonne le paiement des sommes dues pour le triage des pièces déposées au greffe du ci-devant tribunal révolutionnaire de Paris.

Le conseil reçoit un message du directoire sur la glorieuse retraite de l'armée de Rhin & Moselle. (*Voyez la séance du conseil des cinq cents*).

Bourse du 22 vendémiaire.

Mandat, 4 liv. 2 s. $\frac{1}{2}$, 3, 2 $\frac{1}{2}$, 3, 3 $\frac{1}{2}$, 2 $\frac{1}{2}$, 3, 3 $\frac{1}{2}$, 3, 2 $\frac{1}{2}$, 2 s.

E R R A T A .

Plusieurs fautes d'impression ont rendu absolument inintelligible une phrase du discours de M. Pitt ; nous la rétablissons telle qu'elle doit être lue : *N'est ce donc rien que les leçons lamentables que les Français ont données des effets pratiques du républicanisme à ces peuples qu'on soupçonnoit d'être favorables à leurs principes et de les avoir appelés leurs armées ?*